

Coût de la vie

nale et du Bien-être social (M. Lalonde) qui, lui, devait remplacer le ministre des Transports (M. Marchand) qui, lui, devait remplacer le ministre de l'Agriculture qui, lui, devait remplacer probablement l'adjoint parlementaire du ministre de l'Agriculture (M. Corriveau).

Le ministre des Postes disait, le 22 janvier, et je cite:

Le gouvernement...

Une voix: C'est de la «politicaillerie.»

M. Wagner: En parlant de «politicaillerie», monsieur le président, on me rapporte également que le ministre des Postes s'est rendu à Drummondville dans un avion gouvernemental, en compagnie de neuf députés libéraux, sans inviter les députés de l'opposition à faire le voyage avec lui.

Une voix: Cela vous surprend?

M. Wagner: Cela nous surprend; on y reviendra plus tard, lors de l'étude des comptes publics.

Le 22 janvier, le ministre des Postes, suave, disait:

Le gouvernement canadien porte une attention toute spéciale aux mesures prises par les autres pays, les États-Unis, par exemple.

Alors, je lui demande aujourd'hui, s'il va porter l'attention spéciale requise aux mesures de blocage des prix aux États-Unis annoncées par le président Nixon, hier soir.

Le même ministre—responsable des timbres—disait encore le 16 avril, et je cite:

Le gouvernement annoncera d'ici peu un plan d'action détaillé... et le reste.

Et je lui demande aujourd'hui s'il croit que la seule mise sur pied d'une commission, sans pouvoirs, constitue ce plan détaillé qu'il avait promis à la population. Et enfin, ce suave ministre des Postes, sans doute privé d'inspiration, affirmait le 21 mai, et je cite:

Devant le danger, le gouvernement reste calme.

Je comprends qu'il est calme, monsieur le président, il est tellement calme que c'en est désarmant, et nul doute que le premier patron dans la vie politique du ministre des Postes, que j'ai bien connu d'ailleurs, rougirait de colère aujourd'hui devant ces énoncés déconcertants du député de Papineau.

Je voudrais, monsieur le président, lancer ici un avertissement aux ministériels. Leur attitude...

Une voix: Point d'exclamation.

M. Wagner: Et points de suspension.

Leur attitude actuelle, devant la hausse constante du coût de la vie, de celle des aliments en particulier, alors qu'ils se contentent de vouloir multiplier de façon désordonnée les mesures de soutien ou de substitution du revenu, en plus de retarder indûment une saine coordination en matière de sécurité sociale, ainsi que le programme de mise en place éventuelle du revenu minimum garanti, détruit l'initiative, encourage la paresse et la dépendance, «démotive» les grands oubliés de notre pays que sont les gens de la classe dite moyenne, et, enfin, entretient une psychose de l'inflation.

Monsieur le président, il est grandement temps que le gouvernement agisse avec fermeté, cohérence et rapidité, devant la hausse scandaleuse du coût de la vie. Qu'il agisse ou qu'il démissionne. En démissionnant, il ne ferait que confirmer juridiquement ce qu'il fait de *facto*: sa démission devant les problèmes angoissants qui assaillent le peuple canadien.

[M. Wagner.]

Et tout le temps que le gouvernement actuel perd à retarder la prise d'une décision le lance vers une incohérence de plus en plus grande, vers une perte de crédibilité de plus en plus manifeste, et, évidemment, le fait courir à une défaite que d'aucuns parmi les humoristes, et peut-être parmi les éditorialistes thuriféraires, titreront, au sujet de cette défaite: «A cause des viandes.»

Une voix: C'est hypothétique!

M. Wagner: Si un jour, monsieur le président, les libéraux ont dit des collègues du Nouveau parti démocratique qu'ils n'étaient fondamentalement que des libéraux pressés, ce qui est de moins en moins évident, aujourd'hui, je dis des libéraux, ce qui est de plus en plus évident, qu'ils sont devenus des conservateurs progressistes pas pressés, mais pas pressés du tout.

Monsieur le président, que vienne donc enfin un plan concerté pour juguler l'inflation! Que viennent des mesures nombreuses, réalistes, simultanées et cohérentes pour freiner, au nom du bien commun, la hausse du coût de la vie. Et ainsi, à défaut d'un comportement tout autre, le gouvernement sera répudié par le peuple qui, lui aussi, dira ce que nous, nous disons dans la motion d'aujourd'hui:

... le gouvernement a perdu sa confiance parce qu'il s'entête, par faiblesse,...

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Amen!

M. Wagner:

... à suivre des politiques démodées qui accablent la population du Canada de hausses de plus en plus pénibles du coût de la vie.

... et le député de Shefford (M. Rondeau) nous dit: Ainsi soit-il!

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, j'ai beaucoup d'intérêt à faire certains commentaires sur la motion présentée et, du même coup, sur le débat que nous poursuivons aujourd'hui à la Chambre.

Décidément, à mon avis, le sujet que nous traitons est d'un intérêt très particulier pour l'ensemble des Canadiens. On parle de l'augmentation du coût de la vie depuis fort longtemps et, bien sûr, la population s'attend que des mesures très efficaces soient prises de façon que cette augmentation cesse. Il n'y a aucun doute là-dessus, et je pense que tous les députés souhaitent qu'une mesure puisse enfin freiner définitivement ces augmentations qui causent des difficultés à la population canadienne.

La motion présentée se lit ainsi:

Que la Chambre déclare que le gouvernement a perdu sa confiance parce qu'il s'entête, par faiblesse, à suivre des politiques démodées...

... enfin, ce sont des opinions un peu politiques...

... qui accablent la population du Canada de hausses de plus en plus pénibles du coût de la vie.

● (2050)

Selon moi, ces dernières lignes doivent retenir l'attention des députés. Il n'y a aucun doute que l'augmentation du coût de la vie accable la population du Canada. C'est avec objectivité que je voudrais faire mes observations et inviter tous les députés à réfléchir sur ce problème auquel les Canadiens ont à faire face.

Bien sûr, des députés ont pris la parole et ont vendu leur marchandise; j'ai écouté jusqu'à maintenant l'opinion des représentants des quatre partis politiques. Donc, j'estime qu'on ne peut pas refuser de reconnaître ce problème fondamental qu'est l'augmentation du coût de la vie et,